



journée  
européenne  
de la **mer**

# Immersion au coeur de la journée européenne de la Mer

Organisée par le Secrétariat général de la mer

Retour sur la journée du 7 juillet 2021

*“Les océans régulent notre climat, abritent l’essentiel de notre biodiversité et contribuent à notre alimentation.”*

**Charlina Vitcheva**, directrice générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne

A l’occasion de la journée européenne de la Mer, le Secrétariat général de la mer a invité une dizaine de jeunes citoyens à réfléchir aux défis de demain des mers et des océans :

**des défis environnementaux, des défis économiques et des défis sociaux.**



## 1. La jeunesse aux premières loges des défis de demain

**“Être les penseurs, les architectes et les acteurs d’un futur dans lequel les océans puissent nous alimenter, assurer nos moyens de subsistance et nous maintenir en vie dignement.”**

**Alvine Datchoua-Tirvaudey**,  
membre du Youth4Ocean

**“C’est pour moi un message d’espoir formidable de voir de jeunes européens débattre de l’avenir des océans.”**

**Charlina Vitcheva**, directrice générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne

**Plus que jamais, nous devons travailler main dans la main avec nos concitoyens et, en particulier, avec la jeunesse de notre pays pour penser les défis de demain. C’est pourquoi nous ouvrons les portes de notre institution !**

En décembre 2020, le SGMer fêtait ses 25 ans aux côtés de jeunes ambassadeurs, engagés dans un hackathon de la mer et désireux de partager leurs idées. En juillet 2021, c’est tout naturellement que le SGMer a pensé à eux pour fêter la journée européenne de la Mer et la faire vivre auprès de nos concitoyens.

Cette volonté de réunir des acteurs issus de tous les horizons du maritime est au coeur même de notre institution. Depuis 1995, le Secrétariat général de la mer joue un rôle essentiel en matière de coordination de la politique maritime de la France, sous l’autorité du Premier ministre.

Pour faire vivre cette coopération qui nous est chère, les jeunes ambassadeurs étaient donc invités à choisir un axe de réflexion deux semaines avant l’événement et à échanger entre eux, avant de se retrouver lors de la matinée du 7 juillet pour préparer ensemble leurs présentations, dans un cadre convivial. Défi qu’ils ont relevé avec un sens de l’engagement remarquable et un enthousiasme communicateur !



## 2. L'Europe, horizon bleu de nos mers et de nos océans

“Il n’y aura pas de pacte vert européen sans sa composante bleue ! Les océans doivent être au cœur de notre ambition.”

**Charlina Vitcheva**, directrice générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne

Les jeunes ambassadeurs ont ainsi présenté le 7 juillet après-midi le fruit de leurs réflexions sur les défis de demain des mers européennes.

Disposant du premier domaine maritime mondial, l'Europe est en effet, plus que jamais, un acteur de premier plan. L'Union européenne a développé depuis 2007 une politique maritime intégrée et a fait de l'économie bleue durable l'une de ses grandes priorités pour atteindre les objectifs du Pacte vert (Green deal) et assurer une reprise verte et inclusive à l'issue de la pandémie.

Le Secrétariat général de la mer, qui participe activement à ces travaux européens, a donc souhaité convier aux échanges des acteurs de premier plan, pour croiser leurs regards avec les jeunes ambassadeurs.

🐟 **Charlina Vitcheva**, directrice générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne, a ainsi ouvert cette journée.

Plusieurs représentants d'institutions clés ont ensuite croisé leurs regards avec les jeunes :

- 🐟 **Sandrine Gaudin**, secrétaire générale des affaires européennes ;
  - 🐟 **Isabelle Viallon**, représentante de la direction générale des affaires maritimes et de la pêche de la Commission européenne ;
  - 🐟 **Théo Barbe**, conseiller Mer de la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne ;
  - 🐟 **Frédéric Moncany de Saint-Aignan**, président du Cluster maritime français et vice-président du réseau européen des clusters maritimes ;
  - 🐟 **Alvine Datchoua-Tirvaudey** a présenté le Forum Youth4Ocean, réunissant des jeunes ambassadeurs européens des mers et océans, fondé en 2020 dans le cadre de EU4Ocean et financé par la Commission européenne pour améliorer la connaissance des océans ;
  - 🐟 Enfin, **Pierre Karleskind**, député européen, président de la commission Pêche du Parlement européen, a conclu les échanges.
- 

# La jeunesse à la barre face aux défis

## ENVIRONNEMENTAUX

Face à un constat alarmant, l'équipage environnemental a tracé le cap qu'il appelle de ses vœux pour 2050 : écosystèmes marins qui se portent mieux, secteur maritime qui a su prendre au sérieux l'enjeu du dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité.

### Comment ?

En mettant en place une véritable transition écologique et en s'appuyant sur les atouts de l'Union européenne : une ambition politique incarnée dans le Pacte vert, une bonne utilisation des compétences d'attribution exclusives ou partagées, ou encore une extension des aires marines protégées.



### L'équipage environnemental

- **Cyril Carton**, développeur d'un système de comptabilisation et de classification des macrodéchets fluviaux et marins en temps réel, pour l'association Expédition MED ;
- **Guilhem Grizaud**, étudiant en politique environnementale et en océanographie ;
- **Jeanne Lorgeoux**, juriste en droit maritime et droit européen, admise au concours des administrateurs des affaires maritimes ;
- **Quentin Nicaise**, en master spécialisé de la chaîne logistique à l'ITIP, en alternance au sein de Naval Group ;
- **Théo Zecchini**, chargé de mission Sciences Participatives et co-animateur de la plateforme Zéro Déchet Sauvage au sein de l'association MerTerre.

L'équipage met ainsi en avant plusieurs mesures phares et notamment :

- **l'attribution d'une partie des quotas de pêche** sur des critères environnementaux et le réhaussement de la cible de gestion des ressources halieutiques en sortant du cadre trop faiblement protecteur qu'est le "rendement maximal durable" ;
- **la réduction drastique de la pollution plastique**, par la diminution de l'usage et de la production des plastiques, et la mise en place de systèmes de captage aux embouchures ;
- **l'inclusion du transport maritime** dans le système d'échange de quotas d'émission avec, en contrepartie, la réinjection des recettes ainsi générées dans la recherche pour financer la transition écologique de la filière ;
- **une réglementation ambitieuse** dans les aires marines protégées, y compris via l'interdiction de l'exploitation minière dans ces zones ;
- **la mise en place d'un éco-conditionnement** des fonds européens pour ne financer que des projets verts ;
- **l'électrification des ports européens** pour permettre à tous les navires de se ravitailler ;
- **le développement d'une filière d'excellence en matière d'énergies marines renouvelables**, en classant les champs éoliens en aires marines protégées pour concilier exigence de préservation de la biodiversité et lutte contre le changement climatique.

Élue proposition préférée du public



# La jeunesse à la barre face aux défis

## ENVIRONNEMENTAUX

### Discussion entre marins

*“Toutes ces propositions sont ancrées dans une réalité, un constat qui est fait. on a commencé à y répondre avec le Pacte vert européen. On ouvre la discussion de façon franche sur ces thématiques.”*

**Isabelle Viallon**

*“On a les outils, on a l’objectif. On a aussi l’instrument du Pacte vert sur lequel le travail ne fait que démarrer. Ce que vous décrivez là, c’est bien l’Union européenne que l’on vise en 2050.”*

**Sandrine Gaudin**

*“Effectivement, quand on traite des océans, on ne peut pas se limiter à la sphère européenne. On mène une réflexion sur la gouvernance internationale des océans. On voit bien qu’il y a urgence en la matière.”*

**Isabelle Viallon**

*“L’idée est bien de tracer une voie sur le long terme pour réduire les impacts environnementaux en tenant compte des impacts sociaux et économiques : par exemple, passer par de l’accompagnement, co-construire avec les pêcheurs, privilégier les solutions techniques...”*

**Guilhem Grizaud**

*“Avant d’en arriver là, l’Union européenne doit convaincre. Comment se donne-t-elle les moyens de rallier des soutiens dans les instances internationales ?”*

**Sandrine Gaudin**

*“Certaines activités encore à un stade précoce de développement (exploitation minière des fonds marins, exploitation des poissons mésopélagiques) doivent faire l’objet d’une réflexion commune avant d’être autorisées : les bénéfices sociétaux qu’on en tire valent-ils le coup par rapport aux impacts environnementaux qu’ils auront ?”*

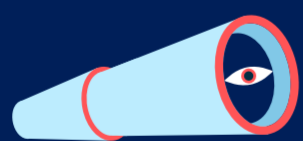
**Guilhem Grizaud**

*“ Comment faire pour que l’Union européenne arrive à s’imposer à elle-même des standards sans que cela soit pénalisant d’un point de vue économique et social ?”*

**Sandrine Gaudin**

*“Le domaine de la pêche est particulièrement touché par la situation post-Brexit. Les prochaines années seront déterminantes pour voir comment la pêche nord-européenne parviendra à trouver un nouvel équilibre.”*

**Théo Barbe**



### Dans les yeux du SGMer

Depuis 2018, le SGMer a développé une compétence environnementale, en créant un outil de concertation clé, le Comité France Océan (CFO), présidé par la ministre de la Transition écologique. Il anime des échanges nourris entre l’État, ses établissements publics en charge de la mer et les organisations de protection de l’environnement marin. Son objectif ? Relever les défis environnementaux des mers et des océans et notamment : atteindre le zéro déchet plastique en mer en 2025, s’engager pour les aires marines protégées, lutter contre l’artificialisation des espaces naturels ou agricoles sur le littoral, assurer la protection de 100% des récifs dans les outre-mer français d’ici à 2025...

# La jeunesse à la barre face aux défis

## ÉCONOMIQUE

Face aux tempêtes - environnementales, économiques, sociales, sanitaires, que nous traversons, l'équipage économique souligne l'importance de s'adapter, voire d'être capable de changer de cap, pour parvenir à bon port.

Comment ? A travers trois séries de mesures phares !

### 1- Assurer une meilleure planification maritime

Le développement économique maritime implique de nombreux acteurs, qui peinent parfois à communiquer et à décliner de façon harmonieuse les grandes orientations européennes. Il s'agirait de :

- **favoriser leur cohésion** à travers la définition d'une planification spatiale maritime détaillée, proposition qui résonne justement avec la refonte actuelle de cette planification européenne ;
- **instaurer un dialogue local et inter-échelle** pour expliquer et faire redescendre le contenu de ces directives, mais aussi pour que les acteurs locaux puissent faire remonter leurs propositions ;
- **intégrer la gestion de la bande côtière et urbaine** à cette planification ;
- **harmoniser** cette planification entre les différents pays.

### 2- Sensibiliser les acteurs économiques

Il s'agit d'accompagner la transition entre un modèle carboné et un modèle décarboné en proposant des outils aux acteurs économiques qui permettent de traduire dans les faits les objectifs de réduction de gaz à effet de serre, avec notamment :

- **une notation de l'intensité carbone des bateaux**, sur laquelle serait indexée une taxe spécifique qui permette de financer des solutions de décarbonation ou encore des équipements bas carbone pour les navires ;
- **une taxe écosystème ou biodiversité** à l'entrée de l'espace maritime européen qui alimente un fonds pour la protection des aires marines protégées.

### L'équipage économique

- **Lisa Blanc**, business partner au sein de Brittany Ferries, officier de marine de réserve et membre du comité marine et océans de l'IHEDN ;
- **Nicolas Mauger**, ingénieur, chef de projet dans l'éolien en mer au sein de WPD et bénévole pour Surfrider ;
- **Louise Ras**, co-fondatrice de Sailing Hironnelle et bénévole pour Surfrider ;
- **Paul Thomas**, ingénieur spécialisé en halieutique au sein de France Filière Pêche.

Élue proposition préférée du public

### 3- Favoriser l'innovation

Pour accompagner le développement de navires plus économes sur le plan énergétique, il apparaît nécessaire de leur faire une part plus importante, dans un système aujourd'hui structuré autour de navires plus traditionnels. Il s'agirait de créer un cadre réglementaire et des infrastructures qui permettent de fixer un cap clair à la recherche et à l'innovation, avec notamment :

- **la modification du cadre réglementaire** pour permettre l'expérimentation de nouveaux navires (foils, ailes de kite, nouvelles formes de navires) ;
- **la mise en place d'une route maritime européenne** Rotterdam-Dubai avec des infrastructures adaptées, un partage de connaissances et un encouragement à l'innovation.

# La jeunesse à la barre face aux défis

## ÉCONOMIQUES

### Discussion entre marins

“Les trois volets sont essentiels. Avec le Pacte vert, on est face à une révolution industrielle. Il faut donc un cap. C’est pour cela qu’on a communiqué en mai sur l’économie bleue durable.”

**Isabelle Viallon**

“On va plus loin que la sensibilisation. Pour l’industrie, on va dans l’incitation et là c’est très fort : on est en train de changer complètement notre cadre juridique. Il y a une réflexion en cours sur la taxation. On veut aboutir à une neutralité carbone.”

**Isabelle Viallon**

“Dans le budget de l’UE, on a un programme de soutien à l’innovation et à la recherche, Horizon Europe, qui s’élève quasiment à une centaine de milliards d’euros pour les 7 prochaines années.”

**Sandrine Gaudin**

“La Commission va présenter dans quelques jours des éléments sur l’adaptation au changement climatique et notamment sur les aspects maritimes.”

**Théo Barbe**

“On partage tous les mêmes objectifs. Il y a des moments où il faut savoir accélérer et d’autres où il faut ralentir. Par exemple, il y a un débat en ce moment sur le type d’énergie à utiliser : accepte-t-on d’utiliser de manière transitoire des énergies fossiles moins carbonées en attendant le développement de solutions entièrement décarbonées ?”

**Frédéric Moncany de Saint-Aignan**

“Il y a un vrai enjeu de discussion au niveau local pour améliorer les usages et être un peu novateur. C’est ça, gérer un bien commun : mettre tout le monde autour de la table et trouver des solutions.”

**Isabelle Viallon**

“Ce sont des outils que nous utilisons effectivement. Comment est-ce que l’on se donne les moyens de réussir ? En matière de fiscalité au niveau européen, on décide à l’unanimité et donc cela prend du temps.”

**Sandrine Gaudin**

“Ces questions d’espace maritime sont des enjeux pour les prochaines années qui seront assez importants qui peuvent d’ailleurs parfois créer des tensions, même entre États membres.”

**Théo Barbe**

“Sur la planification, bien évidemment, il faut y travailler. L’Europe est très diverse et c’est une richesse. La planification que l’on peut faire en Méditerranée n’a rien à voir avec celle que l’on peut faire en mer Baltique, mais elles ont en commun de devoir prendre en compte le continuum mer-littoral dont vous avez si justement parlé...”

**Frédéric Moncany de Saint-Aignan**



### Dans les yeux du SGMer

Depuis 2016, le SGMer a développé une compétence économique, en créant un outil de concertation clé, le Comité France Maritime, coprésidé par le Secrétariat général de la Mer et le Cluster maritime français. Il réunit les filières de l’économie maritime et les acteurs publics. Ses objectifs ? Doubler le PIB de l’économie maritime et le nombre d’emplois maritimes d’ici 2030.

# La jeunesse à la barre face aux défis

## SOCIAUX

L'être humain doit être placé au cœur des enjeux de la mer. Face à des problématiques plurielles (dumping social, accompagnement dans la transition des métiers du maritime, etc.), l'équipage social a souhaité réfléchir à une façon de faire de la mer un facteur d'unité sociale européenne, en intégrant les acteurs en première ligne dans cette transition bleue et durable.

### 1 Le premier défi sur lequel l'équipage a travaillé ?

**La lutte contre le dumping social**, la disparition progressive du personnel d'exécution français et la diminution des vocations maritimes. Concrètement, l'équipage propose par exemple :

- l'implémentation d'un pavillon européen, soit sous la forme d'un label "pavillon européen" qui viendrait s'ajouter au pavillon national, associé à des critères sociaux qualitatifs, en contrepartie d'avantages européens, soit à travers un véritable pavillon, toutefois plus difficile à mettre en place sur le court terme ;
- des révisions plus fréquentes du Salaire minimum international maritime français (SMIMF), actuellement inférieur au minimum mondialement recommandé ;
- l'encadrement européen des entreprises de travail maritime pour les marins et la mise en place d'un dispositif de contrôle et de sanction de cette activité.

### 2 Le deuxième défi sur lequel l'équipage a travaillé ?

**Accompagner les acteurs du littoral pour uniformiser l'information et la formation.** Concrètement, l'équipage propose par exemple de :

- **créer un standard européen de formation aux métiers de la mer** pour pallier les faiblesses de la convention STCW, notamment pour les navires de faible tonnage, afin d'unifier les parcours professionnels et d'étendre les compétences des gens de mer à l'échelle européenne ;
- **sensibiliser encore mieux le grand public et les acteurs du littoral**, à travers par exemple des formations en ligne afin de démocratiser l'accès à la connaissance dans ce domaine au grand public ;
- **faciliter l'information à travers un portail européen d'accès à la mer**, porte d'entrée et complément de toutes les initiatives déjà existantes (EMODnet, portail national des limites maritimes, etc.).

#### L'équipage social

- **Eloïse Faure**, étudiante en gestion des littoraux et des mers à l'université de Montpellier, membre fondatrice de the Youth4Ocean Forum, membre de Surfrider ;
- **Frédérique Heurtel**, avocate en droit du travail maritime ;
- **Julian Le Deunf**, ingénieur hydrographe au Shom, doctorant en informatique spécialisé en machine learning appliqué à la donnée hydrographique à l'IMT Atlantique ;
- **Apolline Pibarot**, ancienne membre de la SNSM et actuellement matelote qualifiée dans la marine marchande, réserviste à la brigade des sapeurs-pompiers de Paris.

#### ZOOM SUR LE PORTAIL EUROPÉEN D'ACCÈS À LA MER

Un portail qui serait à la fois...

- un **Yuka marin** qui permettrait de connaître le type de transport de marchandises utilisé, noté en fonction de minima sociaux, des standards de sécurité des marins mais également des risques environnementaux.
- l'équivalent du site **www.mesdroitssociaux.gouv.fr** pour les **métiers de la mer**, récapitulant les droits de chaque travailleur de la mer et du littoral.
- un **pôle emploi du marin**, plus spécialisé.
- un **agrégateur des portails d'accès à l'information scientifique** pour faciliter la recherche des scientifiques mais également l'accès du grand public à ces données.

Élue proposition préférée du public



# La jeunesse à la barre face aux défis

## SOCIAUX

### Discussion entre marins

“Le pavillon européen est un vrai enjeu, mais le problème principal, c'est que l'UE a très peu de compétences exclusives dans le domaine social. Mais, tôt ou tard, ces sujets devront être traités au niveau européen.”

**Isabelle Viallon**

“Le volet social c'est un volet que l'on voudrait promouvoir, développer et valoriser pendant la présidence française de l'UE à partir du 1er janvier 2022.”

**Sandrine Gaudin**

“On a du mal à recruter et rendre le secteur attractif parce que les gens ont peur d'être enfermés derrière un diplôme qui ne permettrait pas de ponts entre les métiers. Il faut mener une réflexion de fond sur ce que cela veut dire d'être marin aujourd'hui.”

**Sandrine Gaudin**

“La crise migratoire aura nécessairement des impacts sur les enjeux sociaux abordés aujourd'hui. Sans unité et sans collectif, il n'y a pas de social. Faisons de la France un moteur de cette unité européenne pour une gestion durable, attractive de la puissance maritime qu'est l'Union européenne.”

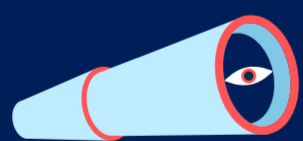
**Julian Le Deunf**

“Sur les questions sociales, les États membres ont des positions souvent assez différentes et les accords sont complexes à trouver. On constate des fractures Est-Ouest, Nord-Sud... Le volet social sera une des priorités de la présidence française de l'UE, et l'on espère pouvoir favoriser des accords sur ces sujets.”

**Théo Barbe**

“Avec le Jones Act, si vous voulez faire du cabotage aux États-Unis, il vous faut un navire construit dans un chantier américain, avec de l'acier américain, par des ouvriers américains, armé par des Américains, et dont le propriétaire est américain. Pour être utopique, je dirais pourquoi pas un Jones Act Européen, l'Europe pèse suffisamment lourd pour y arriver.”

**Frédéric Moncany de Saint-Aignan**



### Dans les yeux du SGMer

En France, le secteur maritime emploie plus de 400 000 salariés dont plus de 36 000 marins navigants. La transition vers une économie bleue durable va transformer les métiers et créer de nouveaux emplois qualifiés. L'objectif, dans ce contexte ? Accompagner une promotion des professions maritimes et un renforcement de leur attractivité avec l'amélioration des conditions sociales et de la mobilité, ainsi que mettre en place des actions de reconversion et de formation professionnelle. Le SGMer est ainsi impliqué dans deux initiatives en la matière : l'initiative française DIGI4MER, portée par les ministères de la Mer et de l'Industrie et par un consortium associant centres de formation et acteurs de l'industrie, dédiée à la navalisation et à la digitalisation des formations pour les industries de la mer, mais aussi le projet européen SKILLSEA visant à ce que les professionnels de transport maritime possèdent des compétences clés en matière de gestion numérique, verte et douce pour ce marché du travail en évolution constante.

# Le mot de la fin

“Ces deux heures de réflexion ont montré à quel point l'Union européenne est un acteur qu'on souhaiterait être plus présent sur les sujets maritimes !

Tout ce qui se passe à terre finit en mer : face à ce constat, l'action est nécessaire pour changer les choses. L'objectif d'être climatiquement neutre en 2050, porté dans le Pacte vert, doit passer par un "green blue deal", à savoir un volet marin. Cela rejoint les propositions faites cet après-midi, je vous en remercie.

En conclusion, j'aimerais une plus forte parole de jeunes marins, c'est quelque chose qui manque dans le débat politique européen. J'appelle de mes vœux que cette expression de la jeunesse puisse continuer et être portée au niveau européen.”

**Pierre Karleskind**, député européen,  
président de la Commission Pêche du Parlement européen



## Sur le tchat

“Merci aux jeunes pour leurs propositions qui rejoignent celles que nous poussons au sein du Parlement européen. La prise en compte des enjeux maritimes progresse au sein de l'Union européenne mais nécessite une meilleure gouvernance qui permette une approche beaucoup plus intégrée des sujets, encore traités en silo. Il faudrait renforcer le lien terre-mer dans les politiques publiques.

**Catherine Chabaud**, député européenne

“N'oubliez pas la logistique du dernier kilomètre : utiliser des moyens nautiques pour rejoindre les principales villes littorales françaises, c'est réduire l'impact écologique de la chaîne de transport puisque le transport maritime et fluvial est de loin le moins polluant à la tonne transportée.”

**Fédération française des pilotes maritimes (FFPM)**

“A la CMA CGM, nous avons l'objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050 et donc nous sommes très intéressés par les solutions innovantes concernant les navires.”

**Simona Vuletic**, responsable développement durable / responsabilité sociale des entreprises de CMA CGM

SECRETARIAT  
GÉNÉRAL  
DE LA **mer**

[sgmer@pm.gouv.fr](mailto:sgmer@pm.gouv.fr)

[contact@thebosonproject.com](mailto:contact@thebosonproject.com)

